



Deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020

Genève, le 25 avril 2018

Débat Général General Debate

Déclaration prononcée par

S.E. Sabrina Dallafior

Représentante permanente de la Suisse auprès de la Conférence du Désarmement

Monsieur le Président,

Permettez-moi en tout premier lieu de vous féliciter pour votre élection. Sachez que vous pouvez compter sur le plein soutien de ma délégation.

Il y a 50 ans, le texte final du Traité sur la non-prolifération a été approuvé ici, à Genève. Cet anniversaire est l'occasion d'évaluer **le chemin qu'il reste à parcourir en vue d'une mise en œuvre complète de cet important traité**. Nous sommes encore loin de réaliser tous les objectifs visés, ce qui est regrettable. Dans un contexte qui n'a jamais été **aussi instable** depuis la fin de la Guerre froide, **le traité doit être préservé et renforcé, et il doit continuer à démontrer son efficacité**. Une conférence d'examen couronnée de succès et débouchant sur des **résultats concrets** contribuerait grandement la réalisation de ces objectifs.

Monsieur le président,

Ce cycle d'examen a lieu dans un contexte caractérisé par un certain nombre de défis, mais aussi de possibilités de faire des progrès.

Le risque d'un affrontement nucléaire constitue une source de préoccupation évidente.

La crise relative au **programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée constitue une cause de préoccupation majeure**. La Suisse continue d'appeler la RPDC à respecter toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies et à réintégrer le TNP. Dans cette perspective, nous saluons le moratoire annoncé par la RPDC concernant tout essais nucléaire, ainsi que le dialogue qui est en train de se mettre en place concernant son programme d'armes nucléaires. Nous espérons qu'il débouchera sur une solution diplomatique pérenne et sommes prêts à apporter notre aide dans la facilitation de telles discussions, si les parties le demandent.

Si les tensions et menaces nucléaires sont préoccupantes, **ce n'est pas uniquement à cause de la RPDC**. La rhétorique actuelle sur l'utilisation des armes nucléaires est hautement inquiétante. Certains États dotés mettent publiquement en avant leurs capacités nucléaires et annoncent de nouveaux types d'armes. Cette évolution est profondément inquiétante et semble aller à l'encontre des obligations et des engagements découlant du TNP. Il importe de déployer tous les efforts possibles pour **prévenir toute utilisation d'armes nucléaires. Nous devrions enrayer toute nouvelle course aux armes nucléaires et éviter d'abaisser le seuil de leur emploi**. Au lieu de s'engager dans une dynamique de menaces mutuelles, les États dotés et les États possédant l'arme nucléaire ont la responsabilité de s'investir dans un dialogue sérieux.

L'affaiblissement des normes et des principes en vigueur constitue également une source de préoccupation.

L'ordre international fondé sur un ensemble de règles contribue à assurer la sécurité de tous. Sauvegarder et renforcer cet ordre de manière crédible, en particulier dans le domaine des armes nucléaires, constitue une priorité pour la Suisse. Malheureusement, nous observons des signes d'érosion.

- Avec la mise en œuvre de l'**accord sur le nucléaire iranien** (Plan d'action global commun, PAGC), l'AIEA a mené de vastes et intenses activités de vérification, démontrant le respect des clauses de l'accord liées au nucléaire. Malgré cela, l'accord est soumis à des tensions. La Suisse encourage toutes les parties impliquées à continuer de respecter en tout point leurs obligations en vertu du PAGC et à s'abstenir de toute action allant à son encontre.
- Le **Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire** rencontre également des difficultés. Nous appelons toutes les parties à respecter cet instrument visant la réduction des armements, qui revêt une **importance capitale pour la stabilité en Europe**.
- Le **Traité d'interdiction complète des essais nucléaires**, négocié il y a plus de 20 ans, doit encore être ratifié par tous les États mentionnés à son annexe 2. La norme contre les explosions nucléaires expérimentales doit être préservée au vu de sa centralité dans la lutte contre la prolifération verticale ou horizontale.

- Enfin, on note des signaux inquiétants laissant penser que certains États dotés **font marche arrière quant à leurs engagements de désarmement, en introduisant des conditions préalables.**

Cette érosion préoccupante des normes ne concerne pas que les armes nucléaires mais également d'autres types d'armes de destruction massive.

Nous ne pouvons garder le silence face à une telle **évolution de la situation**. Tous les États parties au TNP ont l'obligation de mener des politiques pleinement compatibles avec le traité et son objectif de parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires. Ce sur quoi les parties se sont accordées doit être mis en œuvre et constituer notre feuille de route commune.

La préservation de l'acquis du TNP ainsi que la pleine mise en œuvre des engagements pris par toutes les parties, en particulier les engagements contractés en 1995, en 2000 et en 2010, sont essentiels pour préserver l'architecture de désarmement et de non-prolifération nucléaires. Les États peuvent instaurer la confiance d'une manière simple : en respectant les engagements qui ont déjà été pris et en restant fidèles à ce qui a été décidé.

Monsieur le président,

La création d'un **monde sûr sans armes nucléaires** représente une tâche monumentale. La Suisse **ne nourrit pas d'illusions** : cela ne sera pas chose facile. L'objectif doit néanmoins être poursuivi sans relâche, et y travailler devrait être notre priorité, afin d'assurer que les armes nucléaires ne soient plus jamais utilisées, en aucune circonstance.

Avancer dans cette direction nécessitera une **volonté de gérer les divergences dans un esprit constructif**. Un certain nombre d'États ont indiqué que les conditions actuelles ne seraient pas propices à davantage de progrès en matière de désarmement nucléaire. Si nous comprenons et acceptons que le contexte international n'est pas optimal, nous sommes aussi d'avis que les conditions ne sont pas données comme telles, mais créées par les États. L'absence de progrès dans le désarmement nucléaire a également suscité des initiatives en dehors du cadre du TNP. Il est essentiel que de telles initiatives renforcent le TNP en tant que pierre angulaire de la non-prolifération et du désarmement nucléaires.

J'aimerais aussi illustrer le fait que le progrès n'est pas seulement nécessaire, mais qu'il est aussi **possible**.

Le travail réalisé en matière de **vérification du désarmement nucléaire** est la preuve qu'une large coopération est possible. Les États dotés et les États non dotés se penchent ensemble sur l'un des

problèmes les plus difficiles qui se posent sur le chemin vers un monde exempt d'armes nucléaires. Cette entreprise témoigne de leur volonté commune de mettre en œuvre l'article VI.

Nous observons également des évolutions positives en lien avec le mécanisme de désarmement. Des décisions et des mesures prises par la Conférence du désarmement et de la Commission du désarmement ouvrent la possibilité de se pencher sur un certain nombre de problématiques clés et de les faire avancer, notamment concernant la réduction des risques nucléaires, les garanties négatives de sécurité ou les matières fissiles.

Au cours du présent cycle d'examen, des avancées évidentes ont également été réalisées en ce qui concerne le troisième pilier du TNP. La Convention sur la sûreté nucléaire a été renforcée par la Déclaration de Vienne de 2015 sur la sûreté nucléaire et l'amendement de 2005 à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires est entré en vigueur en 2016.

Monsieur le Président,

La Conférence d'examen du TNP de 2020 approche à grands pas. Assurer un cycle fructueux représentera un défi, mais également une nécessité pour la bonne santé de ce régime. Alors que nous nous projetons vers cette échéance, il est essentiel que nous **réfléchissions à la façon dont les différentes vues pourront être réunies dans un document unique**. Plusieurs options devraient être explorées. Par exemple, nous pourrions nous demander si un document global unique, accepté par consensus, constitue l'approche la plus prometteuse, ou si sérier les problématiques serait plus à même de faciliter un résultat positif. La Suisse suggère **d'utiliser pleinement les possibilités offertes par le Comité préparatoire pour développer une compréhension partagée de la voie à suivre**. Dans l'optique de favoriser un dialogue constructif en vue de la Conférence d'examen de 2020, un certain nombre d'idées pertinentes ont été soumises. Nous souhaitons en particulier apporter notre soutien à la suggestion émise par le groupe de personnalités éminentes chargé de faire avancer le désarmement nucléaire (*Group of Eminent Persons for Substantive Advancements of Nuclear Disarmament*), à savoir aller au-delà d'une suite de déclarations qui se répètent et fixer une réunion, lors de la troisième session du Comité préparatoire, pour discuter d'un certain nombre de questions selon un mode interactif.

Je vous remercie de votre attention.

M. Chair

Allow me first to congratulate you on your election and assure you of my delegation's full support.

50 years ago, the final text of the NPT was agreed to here in Geneva. This anniversary has prompted **assessments about how close we are to fully implementing this key treaty**. Regrettably, we are still far away from realising all the treaty's objectives. In an environment **less stable** than at any point since the end of the Cold War, **the treaty must be preserved and strengthened, and it must continue to prove its effectiveness**. A successful Review Conference with **concrete results** would go a long way to achieve these objectives.

Mr Chair,

This review cycle is taking place in the context of a number of challenges but also of opportunities for progress.

The risk of nuclear confrontation represents a clear cause for concern

This mainly relates to the **nuclear programme of the Democratic People's Republic of Korea**. Switzerland continues to call upon the DPRK to abide by all pertinent United Nations Security Council resolutions and re-join the NPT. In this view, we welcome the moratorium on nuclear testing announced by the DPRK as well as the emerging dialogue on its nuclear weapons programme. We hope that it will result in a lasting diplomatic solution and stand ready to facilitate any such discussions, if requested by the parties.

It is not only because of the DPRK that nuclear-related tensions and threats are a key concern. The rhetoric regarding the use of nuclear weapons is highly worrying. Some NPT Nuclear Weapons States are publicly emphasizing their nuclear capabilities, and announcing new types of weapons. These developments are deeply troubling and seem inconsistent with NPT obligations and commitments. All efforts should be made to **avert any use of nuclear weapons. We should stop a new nuclear arms race and avoid lowering the threshold for using nuclear weapons**. Rather than engaging in mutual threats, NWS and nuclear weapons possessing states have a responsibility to engage in meaningful dialogue.

A second concern relates to the weakening of existing norms and principles.

The **rules-based international order** contributes to the security of all. Preserving and credibly strengthening this order, particularly in the area of nuclear weapons, is a priority for Switzerland. Unfortunately, we observe signs of erosion:

- With the implementation of the **agreement on Iran's nuclear programme (JCPOA)**, the IAEA has undertaken thorough and intense verification, demonstrating that the nuclear-related provisions of the agreement are being fulfilled. Despite this, the agreement has come under stress. Switzerland encourages all parties involved to continue to fully honour their obligations under the JCPOA and to refrain from any actions that would run counter to this agreement.
- The **Intermediate-Range Nuclear Forces (INF)** treaty is also facing difficulties. We call on parties to this instrument to abide by this arms reduction agreement, which is so **important for European stability**.
- The **Comprehensive nuclear test-ban treaty (CTBT)**, negotiated more than 20 years ago, has yet to be ratified by all of the CTBT annex 2 states. The norm against nuclear test explosions must be preserved, given its centrality for horizontal as well as vertical proliferation.
- Finally, there are worrying signs that some Nuclear Weapon States are **backtracking from agreed disarmament steps, by introducing preconditions**.

This worrying weakening of norms concerns not only nuclear weapons but also other types of weapons of mass destruction.

We **cannot remain silent** in the face of **such developments**. All States Parties to the NPT have an obligation to pursue policies that are fully compatible with the Treaty and the objective of achieving a world without nuclear weapons. What has been agreed must be implemented and constitute our common roadmap.

The preservation of the NPT acquis and the faithful implementation by all parties of their respective commitments, notably the commitments of 1995, of 2000 and of 2010, are **essential** to preserve the nuclear disarmament and non-proliferation architecture. States can build trust and confidence in a simple manner: by complying with already existing commitments, and by upholding what is agreed.

Mr Chair,

Creating a **safe world without nuclear weapons** is a monumental task. Switzerland has **no illusions** that we can achieve such a world easily. But this objective must nonetheless be pursued

without respite and working towards such an objective should be our main focus, in order to ensure that nuclear weapons are never used again, under any circumstances.

Moving in such a direction will require a **willingness to deal constructively with divergence**. A number of States have indicated that the prevailing conditions are not ripe for further progress in the field of nuclear disarmament. While we understand and acknowledge that the international situation is currently less than optimal, we also believe that conditions are not given but created by States. Lack of progress on nuclear disarmament has also prompted initiatives to be taken outside of the NPT framework. It is crucial that such initiatives reinforce the NPT as the cornerstone of nuclear non-proliferation and disarmament.

I would like to also illustrate the fact that progress is not only necessary, it is also **possible**.

The work that is being done on **Nuclear Disarmament Verification** is proof that broad cooperation is possible. Nuclear and Non-Nuclear Weapon States are addressing jointly one of the most difficult problems in achieving a world without nuclear weapons. This endeavour is a testament of their common will to implement article VI.

We also see a number of positive developments with respect to the disarmament machinery. Recent decisions and steps within the CD and the UNDC provide the possibility of addressing and taking forward a number of key issues, such as nuclear risk reductions, negative security assurances or fissile material.

And while the **Comprehensive nuclear test-ban treaty (CTBT)**, negotiated more than 20 years ago, has yet to enter into force, it has in fact established a norm against nuclear test explosions that both Nuclear and Non-Nuclear Weapon States have sought to preserve. We therefore continue to call on all States, particularly Annex-2 States, to sign and ratify the Treaty, but also to consider any further steps they can take towards strengthening the CTBTO and its monitoring system.

Clear progress has also materialised in the third pillar of the NPT over this review cycle. The Convention on Nuclear Safety (CNS) has been strengthened with the 2015 Vienna declaration on nuclear safety and the 2005 Amendment of the Convention on the Physical Protection of Nuclear Material (CPPNM) entered into force in 2016.

Mr. Chair,

The 2020 NPT Review Conference is approaching fast. Ensuring a successful cycle will be a challenge, but a necessity for the good health of this regime. Going forward, it is essential that we **reflect on how the various views can be brought together into one document**. Different options should be explored: For instance, we may want to consider whether one comprehensive document,

agreed by consensus, is the most promising approach, or whether chances of a positive outcome are higher if we separate the issues. Switzerland suggests **making full use of the opportunities afforded by the PrepComs to develop a shared understanding on the way forward**. In order to foster a constructive dialogue ahead of the 2020 RevCon, a number of pertinent ideas have been shared. We would like to lend our support specifically to the suggestion by the “Group of Eminent Persons for Substantive Advancements of Nuclear Disarmament” to move beyond repetitive statements and convene a session at the 3rd PrepCom to hold an interactive discussion on a number of issues.

I thank you for your attention.